

Vu l'avis du Comité Technique pour la marine marchande, donné le 22 décembre 2022;

Vu l'avis du Comité de gestion des accidents du travail de Fedris, donné le 16 janvier 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 mars 2023;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 15 avril 2023;

Vu l'avis n° 73.636/1 du Conseil d'Etat, donné le 12 juin 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, alinéa 7, de l'arrêté royal du 28 décembre 1971 fixant les règles spéciales d'application aux gens de mer de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, inséré par l'arrêté royal du 1^{er} mai 2022, les mots " pour un travailleur occupé à temps plein âgé d'au moins dix-neuf ans et ayant au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise qui l'occupe " sont abrogés.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023, pour les accidents survenus à partir de cette date ou les primes dues à partir de cette date.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Gelet op het advies van het Technisch Comité voor de koopvaardij, gegeven op 22 december 2022;

Gelet op het advies van het Beheerscomité voor arbeidsongevallen bij Fedris, gegeven op 16 januari 2023;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 14 maart 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 15 april 2023;

Gelet op het advies nr. 73.636/1 van de Raad van State, gegeven op 12 juni 2023 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2, zevende lid, van het koninklijk besluit van 28 december 1971 tot vaststelling van de bijzondere regelen inzake toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 op de zeelieden, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 mei 2022, worden de woorden "voor een voltijdse werknemer die minstens negentien jaar is en die ten minste zes maanden anciënniteit heeft in de onderneming die hem tewerkstelt" opgeheven.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023, voor de ongevallen overkomen vanaf deze datum of de premies verschuldigd vanaf deze datum.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[2023/203397]

25 JUNI 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, en ce qui concerne la pension minimum

RAPPORT AU ROI

Il a été tenu compte des remarques reprises dans l'avis du Conseil d'Etat n°73.120/1 du 17 mars 2023.

Sire,

Nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté le présent projet d'arrêté royal.

Pour pouvoir prétendre à la pension minimum, telle que prévue à l'article 131^{ter} de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, il faut une carrière au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète soit prouvée.

Deux modifications sont apportées à la comptabilisation des années de carrière prises en compte pour la condition des deux tiers d'une carrière complète à partir du 1^{er} janvier 2015. D'une part, la carrière de travailleur indépendant et la carrière de travailleur salarié sont prises en compte avant l'application du principe de l'unité de carrière. D'autre part, les années qui ouvrent le droit à une pension dans certains autres pays et qui comptabilisent au moins 104 jours sont également prises en compte. Pour ce faire, un nouvel article 56^{ter} a été inséré dans l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et quelques modifications techniques ont été apportées à d'autres articles du même arrêté.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article insère un nouvel article 56^{ter} dans l'arrêté royal du 22 décembre 1967 précité.

Le paragraphe 1^{er} détermine ce qu'il y a lieu d'entendre pour l'application de l'article 131^{ter} de la loi du 15 mai 1984 précité par périodes prestées en qualité de travailleur salarié en Belgique et quelles périodes ouvrant le droit à la pension dans un ou plusieurs états

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[2023/203397]

25 JUNI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, voor wat betreft het minimumpensioen

VERSLAG AAN DE KONING

Er is rekening gehouden met de opmerkingen opgenomen in het advies nr. 73.120/1 van 17 maart 2023 van de Raad van State.

Sire,

We hebben de eer het voorliggend ontwerp van koninklijk besluit ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen.

Om aanspraak te kunnen maken op het minimumpensioen, zoals voorzien in artikel 131^{ter} van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, is vereist dat een loopbaan bewezen wordt die ten minste gelijk is aan twee derde van een volledige loopbaan.

Twee wijzigingen worden aangebracht aan de wijze waarop de loopbaan jaren worden meegeteld voor de voorwaarde van twee derde van een volledige loopbaan vanaf 1 januari 2015. Enerzijds wordt de loopbaan als zelfstandige en de loopbaan als werknemer in aanmerking genomen vóór de toepassing van het beginsel van eenheid van loopbaan. Anderzijds worden ook de jaren die in sommige andere landen recht geven op een pensioen en minstens 104 dagen tellen, in aanmerking genomen. Daarom wordt een nieuw artikel 56^{ter} ingevoegd in het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en worden enkele technische aanpassingen in andere artikelen van hetzelfde besluit doorgevoerd.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Dit artikel voegt een nieuw artikel 56^{ter} in het voormelde koninklijk besluit van 22 december 1967 in.

Paragraaf 1 bepaalt wat voor de toepassing van artikel 131^{ter} van de voormelde wet van 15 mei 1984 moet verstaan worden onder de gepresteerde tijdvakken als werknemer in België en welke tijdvakken die recht openen op een pensioen ten laste van een of meerdere

membres de l'Union européenne ou dans un ou plusieurs pays qui relèvent du champ d'application d'une convention internationale qui concerne en tout ou en partie les pensions des travailleurs salariés ou indépendants et par laquelle la Belgique est liée, sont prises en compte pour vérifier si la carrière globale est au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète.

Il est important de mentionner ici que pour la détermination de la condition de carrière exigée, à savoir une carrière professionnelle qui correspond au moins aux deux tiers d'une carrière complète, on tient désormais compte de la carrière qui a été fixée avant application du principe de l'unité de carrière, tel que prévu à l'article 19 de l'arrêté royal n°72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Le point *c*) définit la carrière qui est prise en considération dans le régime des travailleurs salariés pour vérifier la condition de carrière. La carrière est exprimée par une fraction dont le numérateur est limité au nombre d'années d'occupation habituelle et en ordre principal, réelle ou présumée au sens dudit régime.

L'article 3ter, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal n°50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et l'article 29, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés définissent ce qu'il y a lieu d'entendre par occupation habituelle et en ordre principal, réelle ou présumée, dans le régime des travailleurs salariés.

Le point *d*) définit ce qu'on entend par une carrière au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète lorsqu'il y a concours avec une carrière dans un état membre de l'Union européenne ou dans un ou plusieurs pays qui relèvent du champ d'application d'une convention internationale qui concerne en tout ou en partie les pensions des travailleurs salariés ou indépendants et par laquelle la Belgique est liée. Une année étrangère est prise en considération lorsqu'elle compte au moins 104 jours prestés ou assimilés qui ouvrent le droit à la pension.

Le paragraphe 2 stipule que pour les pensions qui prennent cours à partir du 1^{er} janvier 2015, les dispositions existantes qui entraînent une limitation ou une réduction ou une suspension partielle ou totale de la pension, s'appliquent également à la pension minimum conformément à l'article 131ter.

Le paragraphe 3 prévoit que pour le plafonnement de la pension minimum sur base du montant de la pension salariée, l'adaptation à l'évolution du bien-être de la pension survenue dans le régime salarié ne peut pas être prise en compte aussi longtemps que le montant du plafond n'est pas augmenté.

Article 2

Cet article apporte une modification technique à l'article 103bis afin qu'il s'applique aussi au nouvel article 131ter de la loi du 15 mai 1984.

Article 3

Cet article modifie l'article 110 afin que le plafond de cumul qui est calculé en multipliant le montant de la pension de survie par la fraction inverse de ladite pension de survie ne soit pas plus petit que l'unité.

Cette disposition garantit que si la fraction d'ouverture du droit est plus grande que l'unité (par ex, 46/45ème), la multiplication avec la fraction inversée (45/46ème) n'entraîne pas la prise en compte d'un montant du plafond inférieur à celui d'un calcul avec l'unité (45/45ème).

Dans un second alinéa, une modification technique est apportée afin de référer au nouvel article 131ter de la loi du 15 mai 1984 précité.

Article 4

L'article 4 fixe le champ d'application de l'arrêté.

Article 5

L'article 5 prévoit que l'arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2015.

lidstaten van de Europese Unie of in een of meerdere landen die onder het toepassingsgebied vallen van een internationale overeenkomst die geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op de pensioenen van werknemers of zelfstandigen en waar België door gebonden is, in aanmerking worden genomen wanneer nagegaan wordt of de gezamenlijke loopbaan ten minste gelijk is aan twee derde van een volledige loopbaan.

Het is belangrijk hierbij te vermelden dat voor de vaststelling van de vereiste loopbaanvoorwaarde, met name een beroepsloopbaan die overeenstemt met ten minste twee derde van een volledige loopbaan, voortaan rekening zal gehouden worden met de loopbaan die vastgesteld wordt vóór de toepassing van het beginsel van eenheid van loopbaan, bedoeld in artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Punt *c*) definieert de loopbaan die in de regeling voor werknemers in aanmerking genomen wordt wanneer de loopbaanvoorwaarde wordt nagegaan. De loopbaan wordt uitgedrukt door een breuk waarvan de teller beperkt wordt tot de jaren van gewone en hoofdzakelijke, werkelijke of vermoede tewerkstelling in de zin van die regeling.

Wat onder gewoonlijke en hoofdzakelijke, werkelijke of vermoede tewerkstelling in de regeling voor werknemers begrepen wordt, staat gedefinieerd in artikel 3ter, eerste lid, 6^o, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en in artikel 29, § 1, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Punt *d*) definieert wat moet begrepen worden onder een loopbaan die ten minste gelijk is aan twee derde van een volledige loopbaan wanneer er een samenloop is met een loopbaan in een lidstaat van de Europese Unie of in een of meerdere landen die onder het toepassingsgebied vallen van een internationale overeenkomst die geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op de pensioenen van werknemers of zelfstandigen en waar België door gebonden is. Een buitenlands jaar wordt in aanmerking genomen als het ten minste 104 gewerkte of gelijkgestelde dagen omvat die recht geven op een pensioen.

Paragraaf 2 bepaalt dat voor de pensioenen die ingaan vanaf 1 januari 2015 de bestaande bepalingen die een beperking of een vermindering of een gehele of gedeeltelijke schorsing van het pensioen tot gevolg hebben, ook gelden voor het minimumpensioen overeenkomstig artikel 131ter.

Paragraaf 3 bepaalt dat er voor de plafonnering van het minimumpensioen op basis van het bedrag van het werknemerspensioen geen rekening mag gehouden worden met de welzijnsaanpassing die zich voorgedaan heeft in de regeling voor werknemers, zolang het plafondbedrag niet wordt verhoogd.

Artikel 2

Dit artikel brengt een technische aanpassing aan in artikel 103bis zodat het ook van toepassing is op het nieuwe artikel 131ter van de wet van 15 mei 1984.

Artikel 3

Dit artikel wijzigt artikel 110 om ervoor te zorgen dat het cumulatief plafond dat berekend wordt door het bedrag van het overlevingspensioen te vermenigvuldigen met de omgekeerde breuk van dat overlevingspensioen, niet kleiner is dan de eenheid.

Deze bepaling zorgt ervoor dat als de breuk van opening van het recht groter is dan de eenheid (bv. 46/45sten), de vermenigvuldiging met de omgekeerde breuk (45/46sten) niet tot gevolg zou hebben dat een kleiner plafondbedrag zou in aanmerking genomen worden dan bij de berekening met de eenheid (45/45sten).

In het tweede lid wordt een technische aanpassing doorgevoerd om te verwijzen naar het nieuwe artikel 131ter van de voormelde wet van 15 mei 1984.

Artikel 4

Artikel 4 legt het toepassingsgebied van het besluit vast.

Artikel 5

Artikel 5 bepaalt dat dit besluit uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2015.

Article 6

L'article 6 précise que le Ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le Ministre qui a les Pensions dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL
La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

25 JUIN 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, en ce qui concerne la pension minimum

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, l'article 31, 1° en 3°, rétabli par la loi du 22 décembre 1989;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, l'article 131ter, § 1^{er} et 2, insérés par la loi du 24 avril 2014 et modifiés en dernier lieu par la loi du 5 décembre 2022;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 novembre 2022;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 20 janvier 2023;

Vu l'avis n° 73.120/1 du Conseil d'Etat, donné le 17 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Indépendants et de la Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, il est inséré un article 56ter rédigé comme suit :

" Art 56ter. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 131ter de la loi du 15 mai 1984, il faut entendre :

a) par pension de retraite ou de survie pour une carrière complète de travailleur indépendant, la pension pour l'octroi de laquelle la fraction représentative de la carrière professionnelle en Belgique en qualité de travailleur indépendant est égale à l'unité, avant application de l'article 24, alinéa 2, ou de l'article 25, § 2;

b) par pension de retraite ou de survie pour une carrière de travailleur indépendant au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète, la pension pour l'octroi de laquelle la fraction représentative de la carrière professionnelle en Belgique en qualité de travailleur indépendant est au moins égale aux deux tiers de l'unité, avant application de l'article 19 de l'arrêté royal n° 72 et de l'article 24, alinéa 2, ou de l'article 25, § 2;

c) par pension de retraite ou de survie pour une carrière au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète dans l'ensemble des deux régimes des travailleurs indépendants et des travailleurs salariés, la pension pour l'octroi de laquelle la fraction représentative de la carrière professionnelle en Belgique en qualité de travailleur indépendant, avant application de l'article 19 de l'arrêté royal n° 72 et de l'article 24, alinéa 2, ou de l'article 25, § 2, augmentée de la fraction réduite au même dénominateur représentative de la carrière professionnelle en Belgique en qualité de travailleur salarié avant application de l'article 10bis de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, dans la mesure où elle correspond à des années d'occupation habituelle et en ordre principal, réelle ou présumée au sens dudit régime, est au moins égale aux deux tiers de l'unité;

Artikel 6

Artikel 6 preciseert dat de Minister bevoegd voor Zelfstandigen en de Minister bevoegd voor Pensioenen, ieder wat hem betreft, belast zijn met de uitvoering van dit besluit.

We hebben de eer te zijn,

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL
De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX

25 JUNI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, voor wat betreft het minimumpensioen

FILIP, Koning der Belges,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust en overlevingspensioen der zelfstandigen, artikel 31, 1° en 3°, hersteld bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering van de pensioenregelingen, artikel 131ter, § 1 en 2, ingevoegd bij de wet van 24 april 2014, en laatst gewijzigd bij de wet van 5 december 2022;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 10 november 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting, d.d. 20 januari 2023;

Gelet op het advies nr. 73.120/1 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Zelfstandigen en de Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, wordt een artikel 56ter ingevoegd, luidende:

"Art. 56ter. § 1. Voor de toepassing van artikel 131ter van de wet van 15 mei 1984 moet worden verstaan:

a) onder rust- of overlevingspensioen voor een volledige loopbaan als zelfstandige, het pensioen voor de toekenning waarvan de breuk die de beroepsloopbaan in België in de hoedanigheid van zelfstandige uitdrukt, vóór toepassing van artikel 24, tweede lid, of van artikel 25, § 2, gelijk is aan de eenheid;

b) onder rust- of overlevingspensioen voor een loopbaan als zelfstandige ten minste gelijk aan twee derde van een volledige loopbaan, het pensioen voor de toekenning waarvan de breuk die de beroepsloopbaan in België in de hoedanigheid van zelfstandige uitdrukt, vóór toepassing van artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72 en van artikel 24, tweede lid, of van artikel 25, § 2, ten minste gelijk is aan twee derde van de eenheid;

c) onder rust- of overlevingspensioen voor een loopbaan ten minste gelijk aan twee derde van een volledige loopbaan in de regelingen voor zelfstandigen en voor werknemers samen, het pensioen voor de toekenning waarvan de breuk die de beroepsloopbaan in België in de hoedanigheid van zelfstandige uitdrukt vóór de toepassing van artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72 en van artikel 24, tweede lid, of van artikel 25, § 2, vermeerderd met de tot dezelfde noemer herleide breuk die de beroepsloopbaan in België in de hoedanigheid van werknemer uitdrukt vóór de toepassing van artikel 10bis van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, in de mate waarin die loopbaan overeenstemt met jaren van gewone en hoofdzakelijke, werkelijke of vermoede tewerkstelling in de zin van de betrokken regeling, ten minste gelijk is aan twee derde van de eenheid;

d) par pension de retraite ou de survie pour une carrière au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète soit dans le régime des travailleurs indépendants et dans un ou plusieurs régimes qui relèvent du champ d'application des Règlements européens ou d'une convention internationale qui concerne en tout ou en partie les pensions des travailleurs salariés ou indépendants et par laquelle la Belgique est liée, soit ensemble dans le régime des travailleurs indépendants et des travailleurs salariés et dans un ou plusieurs régimes qui relèvent du champ d'application des Règlements européens ou d'une convention internationale qui concerne en tout ou en partie les pensions des travailleurs salariés ou indépendants et par laquelle la Belgique est liée, la pension pour l'octroi de laquelle la fraction représentative de la carrière professionnelle en Belgique en qualité de travailleur indépendant, avant application de l'article 19 de l'arrêté royal n° 72 et de l'article 24, alinéa 2, ou de l'article 25, § 2, augmentée de la fraction réduite au même dénominateur qui exprime la carrière susceptible d'ouvrir des droits à la pension dans un ou plusieurs états membres de l'Union européenne ou dans un ou plusieurs pays qui relèvent du champ d'application d'une convention internationale qui concerne en tout ou en partie les pensions des travailleurs salariés ou indépendants et par laquelle la Belgique est liée, dans la mesure où le numérateur correspond aux années d'au moins 104 jours d'activité professionnelle ou qui y sont assimilés et, le cas échéant, de la fraction réduite au même dénominateur représentative de la carrière professionnelle en Belgique en qualité de travailleur salarié, telle que visée au c), est au moins égale aux deux tiers de l'unité.

§ 2. Les dispositions légales et réglementaires susceptibles d'entraîner une limitation ou une réduction des pensions octroyées à charge du régime de pension des travailleurs indépendants, ou d'en suspendre en tout ou en partie le paiement, sont applicables à la pension minimum.

§ 3. Pour l'application de l'article 131ter, § 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 mai 1984, il n'est pas tenu compte de l'augmentation de la pension de travailleur salarié suite à son adaptation à l'évolution du bien-être général, aussi longtemps que le montant, en vigueur avant la date de cette adaptation, de la limite prévue par l'article 131ter, § 1^{er}, 3^o, précité n'a pas été modifié. "

Art. 2. Dans l'article 103bis du même arrêté, introduit par l'arrêté royal du 3 octobre 1990, les mots "L'application de l'article 131bis" sont remplacés par les mots "l'application de l'article 131bis ou de l'article 131ter".

Art. 3. L'article 110 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 octobre 1990, est remplacé par ce qui suit :

"Pour l'application des articles 108 et 109, la pension de survie pour une carrière complète s'entend de la pension de survie allouable au conjoint survivant, multipliée par l'inverse de la fraction qui exprime l'importance de cette pension de survie en fonction de la carrière, sans que cette fraction inversée puisse être plus grande que l'unité.

Lorsque l'application de l'article 131bis, § 1^{er}, 2^o, ou de l'article 131ter, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 mai 1984 entraîne une augmentation de la pension de survie allouable, le montant de la pension de survie pour une carrière complète est égal au montant de la pension minimum de survie prévu respectivement à l'article 131bis, § 1^{er}, 1^o, et à l'article 131ter, § 1^{er}, 1^o, de la loi précitée. "

Art. 4. Les dispositions du présent arrêté sont d'application aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2015.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 6. Le Ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le Ministre qui a les Pensions dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL

La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

d) onder rust- en overlevingspensioen voor een loopbaan ten minste gelijk aan twee derde van een volledige loopbaan hetzij in de regeling voor zelfstandigen en in een of meerdere pensioenregelingen die onder het toepassingsgebied vallen van Europese verordeningen of een internationale overeenkomst die geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op de pensioenen van werknemers of zelfstandigen en waar België door gebonden is, hetzij in de regelingen voor zelfstandigen en werknemers en in één of meerdere regelingen die onder het toepassingsgebied vallen van Europese verordeningen of een internationale overeenkomst die geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op de pensioenen van werknemers of zelfstandigen en waar België door gebonden is, samen, het pensioen voor de toekenning waarvan de breuk die de beroepsloopbaan in België in de hoedanigheid van zelfstandige uitdrukt vóór de toepassing van artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72 en van artikel 24, tweede lid, of van artikel 25, § 2, vermeerderd met de tot dezelfde noemer herleide breuk die de loopbaan uitdrukt waarvoor pensioenrechten kunnen geopend worden in één of meerdere lidstaten van de Europese Unie of in één of meerdere landen die onder het toepassingsgebied vallen van een internationale overeenkomst die geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op de pensioenen van werknemers of zelfstandigen en waar België door gebonden is, in de mate waarin de teller overeenstemt met de jaren van ten minste 104 gewerkte of daarmee gelijkgestelde dagen en, desgevallend, met de tot dezelfde noemer herleide breuk die de beroepsloopbaan in België in de hoedanigheid van werknemer uitdrukt zoals bedoeld in c), ten minste gelijk is aan twee derde van de eenheid.

§ 2. De wettelijke en reglementaire bepalingen die van aard zijn een beperking of een vermindering van de pensioenen toegekend ten laste van de pensioenregeling voor zelfstandigen met zich te brengen, of de betaling ervan geheel of ten dele te schorsen, zijn toepasselijk op het minimumpensioen.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 131ter, § 1, 3^o, van de wet van 15 mei 1984 wordt geen rekening gehouden met de verhoging van het werknemerspensioen ingevolge de aanpassing ervan aan de evolutie van het algemeen welzijn zolang het vóór de datum van deze aanpassing geldende bedrag van de in voormeld artikel 131ter, § 1, 3^o, beoogde grens niet is gewijzigd."

Art. 2. In artikel 103bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 1990, worden de woorden "De toepassing van artikel 131bis" vervangen door de woorden "De toepassing van artikel 131bis of van artikel 131ter".

Art. 3. Artikel 110 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 1990, wordt vervangen als volgt:

"Voor de toepassing van de artikelen 108 en 109 dient onder overlevingspensioen voor een volledige loopbaan te worden verstaan het overlevingspensioen dat aan de langstlevende echtgenoot kan worden toegekend, vermenigvuldigd met het omgekeerde van de breuk die de belangrijkheid van dit overlevingspensioen uitdrukt in verhouding tot de loopbaan, zonder dat die omgekeerde breuk groter mag zijn dan de eenheid.

Wanneer de toepassing van artikel 131bis, § 1, 2^o, of van artikel 131ter, § 1, 2^o, van de wet van 15 mei 1984 een verhoging van het toekenbaar overlevingspensioen tot gevolg heeft, is het bedrag van het overlevingspensioen voor een volledige loopbaan gelijk aan het bedrag van het in respectievelijk het artikel 131bis, § 1, 1^o, en het artikel 131ter, § 1, 1^o, van de voormelde wet bedoelde minimumoverlevingspensioen. "

Art. 4. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste ingaan op 1 januari 2015.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 6. De minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 25 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL

De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX